

Lille, le 17 juillet 2024

Secrétariat général
Direction de la coordination des politiques interministérielles
Bureau des procédures environnementales
Affaire suivie par pôle 3 – pref-bicpe3@nord.gouv.fr

Courriel avec AR

Monsieur le directeur,

L'établissement que vous exploitez à SEQUEDIN exerce des activités relevant de la directive n° 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite IED (industrial emissions directive).

A ce titre, vous m'avez fait parvenir un dossier de réexamen tel qu'il s'impose à votre établissement en application de ladite directive.

Après examen et instruction de ce dossier par l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, je vous informe que celui-ci a été jugé complet et conforme à l'article R. 515-72 du code de l'environnement. Ce réexamen conclut à l'absence de nécessité d'actualiser les prescriptions par arrêté préfectoral.

Pour rappel, les prescriptions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED sont applicables à l'exploitation de vos installations de compostage et de méthanisation.

S'agissant des MTD 36 et 37 de la décision d'exécution (UE) 2018/1147, non reprises par l'arrêté ministériel précité, elles ont été rendues applicables au fonctionnement de vos installations de compostage par l'arrêté ministériel du 27 mai 2021 qui modifie l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire ces installations.

.../...

Monsieur le directeur de la société
SEQUOIA (CVO)
11 boulevard du Marais
59320 SEQUEDIN

marion.leroux@suez.com
maxime.nottelet@suez.com

S'agissant de la MTD 38 de la décision d'exécution (UE) 2018/1147, non reprise par l'arrêté ministériel précité, elle a été rendue applicable au fonctionnement de vos installations de méthanisation par l'arrêté ministériel du 14 juin 2021 qui modifie l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire ces installations.

Conformément aux dispositions de l'article L. 514-5 du code de l'environnement, je vous prie de trouver, ci-joint, une copie du rapport de l'inspection de l'environnement du 26 juillet 2023.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le directeur, l'expression de ma considération distinguée.